

PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL SUR LES HYDROCARBURES * ???

On n'en veut pas. Ce qu'on veut : un plan d'action gouvernemental sur la transition énergétique.

L'ÉES à Couillard :

Époustouflante

Erreur de

Siècle !

* Les énergies fossiles : reliquat du XXème siècle

Cause toujours mon lapin... !

MÉMOIRE de Raymond Gauthier

Présenté aux Îles de la Madeleine

2015-11-18

Cause toujours mon lapin... !

MÉMOIRE de Raymond Gauthier, 2015-11-18

En annonçant sa campagne de *réflexion publique* et en se donnant la peine de venir rencontrer les gens des îles, le gouvernement du Québec prétend avoir réinventé les boutons à quatre trous pour faire sa promotion des forages. On remet le compteur à zéro ! Comme s'il s'agissait d'une initiative inédite. Mais l'éveil de l'esprit critique et la vigilance citoyenne des Québécois a déjà une longueur d'avance, en termes de réflexion publique portant sur l'essor [le sort ?] de la filière hydrocarbures, à commencer par la mobilisation des insulaires madelinots remontant à 2003. **Où était le gouvernement pendant tout ce temps ?** Sans doute religieusement à l'écoute des lobbys des énergies fossiles du siècle dernier.

En effet, la perspective du développement de l'industrie des hydrocarbures fait l'objet de questionnements, de recherches, de vigilance et de mobilisations aux îles de la Madeleine depuis belle lurette. Les discussions, débats et manifestations ont tout d'abord occupé l'espace public – depuis quelque 12 ans en fait –, à l'instigation de citoyennes et citoyens préoccupés par les impacts potentiels de tels développements sur des activités économiques renouvelables bien établies, sur la qualité de vie des insulaires et sur la préservation de leur environnement fragile. Ce ne sont pas les occasions ni les événements qui ont fait défaut. Comme aide-mémoire, en voici quelques-uns parmi les plus marquants :

- **2004 : Audiences du BAPE** ¹ (impacts des levés sismiques extracôtiers).
- **2005** : À la demande du groupe citoyen, formé en 2003, *Madelinots pour le Respect du Golfe (MRG)*, la Municipalité se dote, à titre consultatif, d'un **Comité de travail sur les hydrocarbures**.
- **2009** : À la demande d'*Attention Fragîles*, la Municipalité ² **relance les travaux** (interrompus depuis quelques années) **du Comité de travail sur les hydrocarbures**, créé en 2005.
- **2010** :
 - ✓ Création aux îles et au Québec **de la Coalition Saint-Laurent** ³, qui vise à rallier l'ensemble des communautés des 5 provinces riveraines, afin d'obtenir un moratoire sur l'exploration et l'exploitation gazière et pétrolière dans l'ensemble du golfe du Saint-Laurent ;
 - ✓ **Résolution du Conseil d'agglomération** ⁴ le 8 juin, où les élus se sont prononcés en faveur d'un **moratoire sur l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures en milieu marin dans tout le golfe du Saint-Laurent** ;
 - ✓ **Décision du gouvernement** d'instaurer **un moratoire sur l'exploration pétrolière et**

¹ Les enjeux liés aux levés sismiques dans l'estuaire et le golfe du Saint-Laurent :

<http://www.bape.gouv.qc.ca/sections/mandats/sismiques/index.htm>

² Communiqué :

http://www.muniles.ca/images/Upload/4_information_et_communiques/1_communiques/2009/2009_02_18_comite_hydrocarbures.pdf

³ Coalition Saint-Laurent : <http://www.coalitionsaintlaurent.ca/>

⁴ Extrait de la résolution du 8 juin 2010 :

http://www.muniles.ca/images/Upload/5_forum_sur_les_hydrocarbures/tch/memoire_muniles_ees2_final.pdf, p.10.

gazière dans l'estuaire et le nord-ouest du golfe du Saint-Laurent ⁵.

- 2011 :

- ✓ **Forum interprovincial sur les hydrocarbures** ⁶ tenu aux îles en mai, duquel a émergé un large consensus sur la nécessité pour les 5 provinces riveraines d'apprendre à « **Penser Golfe** », la nécessité du **maintien du moratoire en cours**, la **nécessité d'une approche intégrée** concernant les projets pétroliers et gaziers dans le golfe du Saint-Laurent et de prendre un temps d'arrêt pour la **révision du cadre réglementaire et environnemental** ;
- ✓ **Constitution par la Municipalité** ⁷ de la **Table de concertation sur les hydrocarbures**, qui succède à son précédent comité de travail créé en 2005 et relancé en 2009.

- 2012 :

- ✓ **Dépôt significatif** (au Conseil municipal ⁸ et à l'Assemblée nationale ⁹), d'un premier lot de **quelque 1 200 lettres de propriétaires fonciers** refusant l'accès du prospecteur Gastem à leurs terrains ;
- ✓ **Sondage de la Municipalité** ¹⁰, selon lequel **73,2%** des 920 répondants se déclarent **contre le développement de la filière des hydrocarbures en milieu terrestre ; 78% contre les forages en mer** ;
- ✓ **Consultation « bidon » de l'Office Canada-Terre-Neuve-Labrador des hydrocarbures extracôtiers** ¹¹, que les Madelinots se sont heureusement réappropriée ;
- ✓ **Consultations de l'ÉES2** qui va mener au **rapport prudent de Genivar** relativement à l'exploitation du Golfe (voir plus bas).

- 2013 :

- ✓ **Série de 3 Forums régionaux sur les hydrocarbures** ¹² animés par le **CRÉGÎM** ;
- ✓ **Audiences du BAPE** ¹³ (impacts du projet de Gastem sur les nappes phréatiques des îles) ;
- ✓ Publication du **rapport de Genivar (ÉES2)** ¹⁴, qui révèle d'importantes **lacunes en termes de connaissances techniques et environnementales**, **l'incapacité des autorités à intervenir en cas de marée noire** et **l'absence d'acceptabilité sociale**

⁵ Gaz et pétrole - Pas d'exploration dans l'estuaire du Saint-Laurent. Il s'agit d'une interdiction permanente qui sera confirmée par l'adoption du projet de loi 18 (juin 2011) :

<http://forum.gouvernement.qc.ca/index.php?PHPSESSID=op4cc79s8chrd57tknrdu36t13&topic=4994.msg5459#msg5459>

⁶ Programme du Forum des 8 et 9 avril 2011 :

http://www.muniles.ca/images/Upload/hydrocarbures/programme_finalfrançais_a_mettre_sur_internet_apres_avoir_retourne_180_deg.pdf

⁷ Constitution de la table de concertation sur les hydrocarbures :

http://www.muniles.ca/images/Upload/5_forum_sur_les_hydrocarbures/a1104-074-constitution_de_la_table_de_concertation_sur_les_hydrocarbures.pdf

⁸ 1200 propriétaires refusent :

<http://www.cfim.ca/accueil/-/pub/jSA4/content/1005865-1200-proprietairesrefusent?redirect=%2F>

⁹ Dépôt de 1200 lettres de refus d'accès pour bloquer Gastem aux îles-de-la-Madeleine :

<http://www.youtube.com/watch?v=Al5YarHdoRQ>

¹⁰ Municipalité des Îles-de-la-Madeleine (2012). *Sondage sur la satisfaction des citoyens* :

http://www.muniles.ca/images/Upload/14_accueil/2012/2012-11-08_resultats_sondage.pdf

¹¹ L'Office Canada-Terre Neuve et Labrador des hydrocarbures extracôtiers annonce la tenue de séances de consultation publique pour la mise à jour de l'évaluation environnementale stratégique (EES) du secteur extracôtier de l'Ouest de Terre Neuve et Labrador : <http://www.cnlopb.nl.ca/news/nr20120921fr.shtml>

¹² L'année 2013 verra l'organisation de trois Forums régionaux sur le territoire régional :

<http://www.cre-gim.net/ressourcesnaturelles/hydrocarbures.html>

¹³ Les effets liés à l'exploration et l'exploitation des ressources naturelles sur les nappes phréatiques aux Îles-de-la-Madeleine, notamment ceux liés à l'exploration et l'exploitation gazière : http://www.bape.gouv.qc.ca/sections/mandats/nappes_phreatiques_ilesde-la-madeleine/index.htm

¹⁴ Évaluation environnementale stratégique sur la mise en valeur des hydrocarbures dans les bassins d'Anticosti, de Madeleine et de la baie des Chaleurs (EES2) : http://hydrocarburesmarins.gouv.qc.ca/documents/091-51078-00_EES2_VF_130910_authentifie.pdf

pour des forages dans le golfe Saint-Laurent, donne raison à l'approche de précaution préconisée par l'Agglomération des Îles-de-la-Madeleine ;

- ✓ Participation de la Municipalité et de citoyens à la consultation de la **Commission sur les enjeux énergétiques du Québec** (septembre 2013).

- **2014 :**

- ✓ Création récente par des citoyennes et citoyens de l'**AMSÉE** (*Association madelinienne pour la sécurité énergétique et environnementale*)¹⁵. Cet OSBL ayant pour mission de promouvoir la sécurité énergétique aux îles de la Madeleine, vise à soutenir et outiller les citoyens et organisations dans la mise en place d'alternatives énergétiques et la réduction de leur empreinte énergétique et environnementale ;
- ✓ Ralliement panquébécois des groupes militants sous la bannière du **RVHQ** (*Regroupement Vigilance Hydrocarbures Québec*), formé de quelque 130 comités citoyens opposés au développement de l'exploitation et du transport des hydrocarbures.

La liste d'événements et d'acteurs importants dans le domaine énergétique et des alternatives aux énergies fossiles pourrait évidemment s'allonger en tenant compte des nombreuses **manifestations citoyennes de Madelinots aux îles et ailleurs au Québec...**

Issue du premier *Comité de travail sur les hydrocarbures* (né en 2005 et restructuré en 2011) la *Table de concertation sur les hydrocarbures* regroupe une vingtaine de membres provenant d'instances politiques, socioéconomiques, sociosanitaires, environnementales. En plus d'être considérée par le gouvernement comme interlocuteur privilégié dans le dossier des hydrocarbures, cette élite compétente et acquise aux principes de la *Politique cadre de développement durable* de la Municipalité, doit sûrement être, sinon devenir, une ressource inspirante pour nos élus.

Il ne faudrait cependant pas oublier que pendant toutes ces années, plusieurs citoyennes et citoyens, motivés par la défense du bien commun et parfois regroupés de façon informelle (ex. : *Madelinots pour le Respect du Golfe, Madelinots en Alerte, Énergie alternative*), ont assumé bénévolement la **recherche de documentation**, le **suiti de l'actualité**, la **vigilance préventive** (face aux risques anticipés ou aux impacts de déversements accomplis), la **promotion d'options** de rechange ou **de solutions énergétiques** appropriées.

Fréquemment, ces personnes informées et documentées expriment clairement et ouvertement leurs points de vue sur la place publique : dans les médias locaux, régionaux et nationaux ainsi que sur les réseaux sociaux.

Face à un discours principalement axé sur la création d'emplois *hypothétiques* et d'une richesse *accaparée*, ces gens questionnent la pertinence de la filière gazière-pétrolière, eu égard à la fragilité du milieu et dans un contexte où des activités économiques existantes (pêcheries, tourisme, agriculture) sont bénéfiques et renouvelables si on ne les met pas en péril. Parce qu'elles ont l'audace de dénoncer des abus ou de voir des limites à la *croissance illimitée*, leur positionnement social est parfois perçu injustement comme nuisible au développement.

J'ai d'ailleurs présenté un mémoire-vidéo (accessible via Internet) aux audiences du BAPE, en 2013, qui donne **un point de vue endogène de la résistance madelinienne**.

¹⁵ <http://amsee.ca/>



...concernant les effets liés à l'exploration et l'exploitation des ressources naturelles sur les nappes phréatiques aux Îles-de-la-Madeleine, notamment ceux liés à l'exploration et l'exploitation gazière. 18 juin 2013 <https://vimeo.com/68592413>

UNE CONSULTATION POUR LA FORME ET À L'ENVERS

Cause toujours mon lapin... !

Le processus, dénommé consultation, manque pour le moins de courtoisie (pour ne pas dire de décence) envers la population, qui se voit sollicitée à la dernière minute et se fait *garrocher* par la tête une orgie de documents à la va vite, bâclés, — appelés études —, genre *fast food* à digérer pour se faire une idée avant de se présenter pour exprimer son point de vue ! Ça ressemble drôlement à une mauvaise plaisanterie. D'autant plus que des études préalables — et sans doute plus rigoureuses — ont été tablettées, vraisemblablement parce qu'elles ne répondaient pas tout à fait aux attentes du gouvernement. Une entourloupette stratégique pour nous faire avaler la couleuvre, peut-être ? Pour rendre acceptable socialement des projets, dont l'acceptabilité est douteuse, ou ne comporte pas toutes les conditions requises pour en justifier l'aval de la population.

D'ailleurs, dans cette soi-disant ÉES, aucune étude comparable n'a été effectuée pour mesurer la faisabilité, les impacts ou les retombées d'un éventuel ***Plan d'action gouvernemental sur la transition énergétique***, qui exclurait tout appui à la filière des énergies fossiles et viserait au contraire à éliminer la dépendance à ces énergies en développant l'économie d'énergie, les énergies passives et la filière des énergies propres, renouvelables et créatrices d'emplois locaux.

Le jupon dépasse de façon grossière dans cette *opération séduction* mal trimée pour légitimer la connivence du gouvernement avec l'industrie, tout en lui donnant bonne conscience d'avoir consulté en fin de course... tout juste avant de décider de faire ce qu'il voulait au départ. Et surtout en évitant soigneusement que soit questionnée **la nécessité et l'intérêt commun** pour les Québécois de se précipiter dans le développement d'une filière, profitable avant tout et contre toute logique aux intérêts privés qui les supportent. Somme toute, un exercice futile et coûteux, qui passe à côté des objectifs pour lesquels il est mené. Et les citoyens en sortiront encore une fois avec le sentiment d'avoir été floués, en exprimant leur indignation, tout en se disant que « *qui ne dit mot consent* ».

On commence par la fin

Ce processus odieux, dénommé consultation, tel que présenté sur le site officiel, débute par la reconnaissance flagrante selon laquelle, plus que jamais, « *le gouvernement est prêt à*

s'engager dans le développement de la filière des hydrocarbures en procédant étape par étape et en toute transparence », en réunissant les conditions (les siennes) pour que cela se fasse. Les études ont sans doute été commandées dans cette optique : sorte d'opération charme ou envoûtement. Le point de vue de la population gavée de force viendra, en bout de ligne, clore le processus :

« *Cause toujours mon lapin... tu m'intéresses* »

En langage clair, cette vieille expression signifie :

« *Tu peux toujours parler, je ne t'écoute pas...* » Mais elle signifie surtout « *Je ne ferai pas ce que tu veux que je fasse, je ne tiendrai aucun compte de ce que tu me conseilles de faire, ou ce que tu me demandes de faire...* ». Les ordres, on le sait, viennent d'ailleurs.

Encore une fois, on donne raison à Jacques Grand'Maison, lorsqu'il qualifiait d'« *étrange dérive que celles des rituels démocratiques de consultation* » consultation pour laquelle « *il est plus que temps de trouver d'autres formules* ».

Voilà. Je me suis prévalu de mon privilège démocratique de *causer*, en assumant consciemment le risque d'être entendu sans être écouté.

Épilogue

La pertinence même des projets contenus dans le plan déjà bien ficelé du gouvernement Couillard est prise pour acquise et escamote outrageusement le débat ouvert préalable sur les enjeux et l'intérêt collectif.

En considération de ce que nous sommes, de nos acquis et de notre formidable potentiel énergétique renouvelable, un éventuel aval à la filière des hydrocarbures tel qu'anticipé par la campagne promotionnelle gouvernementale — faisant fi des éclairages scientifiques et malgré nos points de vue documentés et clairement exprimés —, représente pour nous et nos descendants plus qu'un défi risqué : **il s'agit d'un choix inopportun et insensé dans le contexte planétaire auquel nous appartenons** et qu'on ne peut plus ignorer sans se rendre complice du scénario qui nous attend.

Une véritable volonté politique s'écrase devant des intérêts cupides et à courte vue. Favoriser un échange ouvert et bien documenté entre les « *experts d'office* » et les « *experts citoyens* » serait le prélude à une démarche constructive et salutaire. Compte-tenu que les citoyennes et citoyens québécois avisés **ne veulent pas de ce plan d'action gouvernemental sur les hydrocarbures, mais veulent plutôt un plan d'action gouvernemental sur la transition énergétique**, notre gouvernement doit donner un signal crédible et rassembleur pour démontrer sa bonne foi. La balle est dans son camp.

Respectueusement,
Raymond Gauthier, citoyen madelinot
L'île du Havre-Aubert, îles-de-la-Madeleine